

Les évêques tiennent à Développement et Paix. L'archevêque d'Ottawa incite les protestataires à partir Jean-Claude Leclerc 4 juillet 2011 Éthique et religion

Les évêques catholiques du pays ont réitéré récemment leur «attachement» à Développement et Paix (D&P) et leur volonté que cette organisation reste «animée par des laïques». Le «dialogue» en vue de résoudre les questions soulevées depuis des mois sur «sa mission» risque, toutefois, de connaître une forte perturbation. L'archevêque d'Ottawa, Mgr Terrence Prendergast, vient en effet d'inciter le personnel qui n'y suivrait pas strictement l'enseignement de l'Église sur «la vie» à «s'en aller œuvrer ailleurs».

La déclaration de confiance de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) faisait suite au conseil national de D&P, tenu à Montréal début juin, où les représentants des régions du pays furent unanimes à défendre la politique de collaboration, à l'étranger, avec des réseaux et coalitions actifs en milieu de pauvreté. Le conseil revendique aussi le maintien de «sa capacité décisionnelle». Un comité sera formé qui doit en discuter avec la CECC.

En avril, attaquée par une campagne «pro-vie», et risquant un boycottage dans quelques diocèses, dont celui de Mgr Prendergast, la direction de D&P avait cru devoir rompre avec un centre jésuite de solidarité populaire de Mexico. Le rétablissement de ce partenariat fait maintenant partie du litige. Mais une cinquantaine d'autres ententes sont aussi attaquées.

Pourtant, une mission d'évêques — François Lapierre de Saint-Hyacinthe, Martin W. Currie de St. John's, et Carlos Quintana Puentes de l'épiscopat des États-Unis — avait déjà fait enquête, sans trouver de fondement aux allégations selon lesquelles D&P subventionne des groupes «pro-choix». Malgré leur rapport, la campagne «pro-vie» a repris ses attaques. Et Mgr Prendergast a fait annuler la visite d'un jésuite du Mexique venu expliquer l'oeuvre appuyée par D&P.

Or, le syndicat des employés de D&P ayant déclaré que des projets outre-mer seraient compromis s'il fallait les soumettre d'abord à l'évêque du lieu (comme le demande la CECC), le Canadian Catholic News, un réseau de médias religieux, a recueilli la réaction de Mgr Prendergast. Le nom de «catholique» est totalement lié «à la cause de la vie», a-t-il répliqué aux syndiqués. «S'ils veulent partir et avoir un groupe qui n'ait pas de caractère catholique, laissons-les faire et démarrer quelque chose d'autre.»

Des tensions

Un tel discours, peut-on prévoir, ne risque guère de favoriser le dialogue et la sérénité que la CECC souhaite établir. On s'étonnera sans doute aussi que la CECC ait établi un comité spécial sur D&P, alors qu'elle compte deux évêques au sein du conseil national de l'organisme. Des tensions, il est vrai, y sont apparues plus d'une fois depuis 45 ans. Mais la crise actuelle traverse l'ensemble des ONG catholiques à travers le monde.

Après la Seconde Guerre mondiale, nombre d'organisations humanitaires catholiques sont nées, notamment en Europe; d'autres ont été développées dans la foulée du concile Vatican II. On en compterait désormais 165, associées dans une ONG mondiale, Caritas Internationalis. Alors qu'elles étaient réunies à Rome, en mai dernier, pour leur 60e anniversaire, une surprise de taille les attendait.

Présidant l'un des nombreux conseils du Vatican, le cardinal Peter Turkson, un Ghanéen récemment promu par Benoît XVI, leur a adressé une mise en garde contre le danger de glisser dans l'action de «revendication» («advocacy»). Le travail charitable exige un amour vrai, non un simple professionnalisme, a-t-il déclaré, ajoutant que cet amour n'exclut pas l'évangélisation. Sous prétexte d'éviter le prosélytisme, on ne doit pas empêcher «l'évangélisation légitime et nécessaire».

Charité chrétienne

Un autre Ghanéen, le cardinal Robert Sarah, lui aussi promu par le pape, a déclaré qu'au centre de la charité chrétienne, on devait trouver non pas tant l'activité humanitaire d'assistance sociale à laquelle les croyants se consacrent, mais le témoignage de l'amour de Dieu. Pareils propos n'auront pas réussi, semble-t-il, à convertir tous les représentants présents au congrès de Rome.

Pour le vice-président de Caritas Internationalis, Dominic Verhoeven, le mouvement catholique international reste résolu à assurer l'assistance à tous, sans tenir compte des convictions religieuses. «Nous allons poursuivre sur la même voie et nos collaborateurs continueront à travailler en se basant sur leurs inspirations chrétiennes. Pour nous, le message d'amour de Dieu émane plus des actes que des paroles.»

Néanmoins, au même congrès, Benoît XVI a consacré l'essentiel de son intervention à souligner le caractère non seulement catholique, mais «canonique» des Caritas. Plusieurs institutions et associations de l'Église se consacrent à la charité, a dit le pape, mais, quelle que soit leur forme, les Caritas offrent une aide «exceptionnelle» aux évêques. «Il en découle une responsabilité, celle de se laisser guider par les pasteurs de l'Église.»

En conséquence, a-t-il ajouté en parlant de Caritas Internationalis, «le Saint-Siège a la tâche d'en suivre l'activité et de veiller à ce que son action humanitaire et de charité autant que le contenu de ses documents soient complètement en accord avec le Siège apostolique et avec le Magistère de l'Église, et qu'elle soit administrée avec compétence et de façon transparente».

Et de même que le Saint-Siège surveillera Caritas Internationalis, a précisé le cardinal Turkson, les conférences épiscopales nationales et les évêques surveilleront les charités catholiques de leur pays. Les gens qui y travaillent ou y militent risquent donc d'avoir à se soumettre ou, s'ils tiennent à leur autonomie, à se démettre. Au pays de D&P, Mgr Prendergast aurait alors été prophète.

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.

